

Quatre semaines de plus

Quatre semaines supplémentaires. C'est l'effort que le premier ministre François Legault demande aux Québécois afin d'arrêter la propagation de la COVID-19.

un texte de Frank Jr Rodi
 frodi@versants.com

La semaine dernière, le gouvernement du Québec a décidé de prolonger la fermeture imposée des salles à manger, des cinémas, des musées, des salles culturelles... Les gymnases et les sports d'équipes écotent aussi. D'un défi de 28 jours amorcé le 1^{er} octobre, le challenge passe maintenant au minimum à 56 jours de pause, avec une date de fin prévue au 23 novembre.

COUP DUR POUR LA RESTAURATION

« C'est évident que c'est décevant un peu... un autre quatre semaines, c'est un dur coup pour la restauration en général », mentionne Michel Racine, du Bistro Louis XIV, qui propose pendant le confinement un menu pour emporter.

Depuis les dernières semaines, il semble qu'un plateau a été atteint avec des cas de COVID-19 oscillant entre 800 et 1000 tests positifs quotidiennement. Bien que le gouvernement parle d'efforts qui ont donné des résultats, il y a ce millier de cas qui revient trop fréquemment au goût de M. Legault.

D'où la raison pour laquelle il y a un prolongement des mesures pour quatre autres semaines. Un bilan sera fait dans deux semaines pour réévaluer la situation. « Si l'on voit une baisse soutenue, on pourra relâcher plus tôt certaines de nos consignes, disait le premier ministre en conférence de presse le 26 octobre. On doit s'en tenir aujourd'hui à aller au travail et à l'école et il faut être plus prudents. »

Québec souhaiterait descendre en deçà de 500 cas par jour. En entrevue avec le journal *Les Versants*, Michel Racine parle d'une décision peu surprenante, du moins pour les restaurateurs. « On s'en attendait un peu, avec les données qui sortent tous les jours et qui ne s'améliorent pas. Mais cette fermeture, c'est quand même un coup dans les genoux », témoigne l'entrepreneur qui œuvre à Saint-Bruno-de-Montarville.

Maintenant, il souhaite qu'au-delà du 23 novembre, la santé publique arrive avec un plan con-



Le chef du Bistro Louis XIV, Michel Racine. (Photo : archives)

cret afin d'éviter une fermeture prolongée. Un plan qui permettrait de mettre des mesures en place afin de marier les deux, soit servir une clientèle en salle à manger tout en évitant la propagation du virus. « On ne pourra pas toujours fermer les entreprises. Le virus sera présent pour un moment; il faut apprendre à vivre avec », croit Michel Racine, qui espère rouvrir les portes du Bistro Louis XIV pour le mois de décembre.

Actuellement, le restaurateur estime avoir perdu 80 % de son chiffre d'affaires. La situation ne va pas en s'améliorant, puisqu'il a constaté une clientèle moins au rendez-vous que lors du premier confinement pour les menus à emporter. « En ce moment, on essaie de rester en vie. Je ne peux pas me permettre de fermer et d'attendre, sans revenus. J'ai trop de dépenses et je n'ai pas de nouvelles pour l'aide gouvernementale. Si je fermais, ce serait une fermeture définitive. »

DES GYMNASES VIDES

De son côté, le propriétaire de Concept Cardio Plus, Dominic Picard, se montre résilient. Il reconnaît que la situation est déplorable et que les décisions sont difficiles à prendre. Par contre, il estime que nous sommes dans l'inconnu. « Personne ne sait c'est quoi, la COVID. Les cas

sont en hausse en Europe, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Il n'y a rien de clair. Personne ne peut dire quoi faire devant cette pandémie. Il n'y a personne qui trouve ça drôle actuellement », souligne M. Picard.

« On s'en attendait un peu, avec les données qui sortent tous les jours et qui ne s'améliorent pas. Mais cette fermeture, c'est quand même un coup dans les genoux. »
 - Michel Racine

Peu de temps après l'annonce du prolongement de la fermeture des salles d'entraînement pour quatre autres semaines, un regroupement de ce secteur s'est manifesté, tous menaçant de rouvrir leurs portes le 29 octobre et d'accueillir des clients. La santé publique n'a pas donné son autorisation à cette réouverture. François Legault a parlé d'amendes qui seraient remises

aux propriétaires récalcitrants ainsi qu'aux clients qui se pointeraient sur place. Or, les gymnases ont fait marche arrière, mais ont demandé à leurs clients de manifester. Le propriétaire des trois succursales de Concept Cardio Plus, à Saint-Bruno-de-Montarville, à Saint-Basile-le-Grand et à Sainte-Julie, répond qu'il ne fait pas partie de ce regroupement. « Aujourd'hui, nous payons pour tous ceux qui n'ont pas fait attention, pour tous ceux qui s'en foutent, pour tous ceux qui n'appliquent pas les mesures sanitaires. Ce n'est pas le cas de tout le monde, mais c'est triste pour tout le monde. »

D'après ses propos, il estime qu'entre 50 et 60 % des salles d'entraînement ne se sortiront pas de ce deuxième confinement et fermeront définitivement leurs portes. « On vit sur le respirateur artificiel, actuellement. Certains ne voient pas le bout, mais c'est en janvier prochain que les répercussions de cette fermeture se feront réellement sentir », croit Dominic Picard.

Question aux lecteurs

Approuvez-vous ces quatre semaines supplémentaires de confinement imposées par le gouvernement?

versants.com



Bénévolat du temps des Fêtes et COVID-19

Une guignolée attendue

Cette année, la guignolée sera bien différente et devra se passer de nombreux bénévoles qui prévoyaient sillonner les rues pour aller à la rencontre des donateurs.

un texte de Chloé-Anne Touma
 rédaction@versants.com

La plupart des collectes pour la guignolée se feront par dons postaux et virtuels. Les organismes optent en majorité pour des points de dépôt plutôt que pour le déploiement de bénévoles, tandis que d'autres, plus téméraires, s'arment de mesures préventives supplémentaires pour pouvoir rendre visite aux citoyens.

À SAINT-BRUNO

L'Unité pastorale de Saint-Bruno et Saint-Basile a annoncé que le porte-à-porte ne ferait pas partie des moyens de collecter les dons, mais qu'elle offrirait diverses autres options aux donateurs, et qu'elle acceptait aussi les denrées non périssables pour les paniers de Noël et le comptoir alimentaire. L'organisation a pour objectif d'amasser 90 000 \$. Les dons peuvent se faire par envoi postal ou en personne. L'envoi par la poste du don en argent comptant ou par chèque doit être adressé au presbytère de l'église Saint-Bruno, au 1668, rue

Montarville, et doit contenir le coupon émis par l'Unité pastorale, complété avec les informations du donateur s'il souhaite recevoir un reçu fiscal. Les denrées et les dons pécuniaires pourront être réceptionnés à l'église Saint-Bruno le dimanche 29 novembre, dans son stationnement, entre 12 h et 18 h. Il est aussi possible de faire un don en se rendant sur le site Internet de l'unité des paroisses.

Le Centre d'action bénévole (CAB) Les p'tits bonheurs de Saint-Bruno-de-Montarville travaille toujours en collaboration avec le Comité d'entraide de la paroisse de Saint-Bruno et avec la Grande Guignolée des médias de la Rive-Sud. Sylvain Morin, directeur général du CAB, explique que « comme la guignolée des médias se fera virtuellement afin de suivre les conseils et les directives de la santé publique », la campagne sera virtuelle pour le CAB également et son lancement Web se fera le 16 novembre, à 11 h.

Quant à la guignolée de la Fondation Dr Julien, qui avait été un succès dans les rues de Saint-Bruno l'an passé, elle aura lieu le 12 décembre en formule virtuelle. Les dons amassés seront destinés aux soins aux enfants en difficulté, partout au Québec.

À SAINT-BASILE

Au Centre de bénévolat de Saint-Basile, le plan d'organisation de la guignolée est



Les bénévoles de la guignolée de la Fondation Dr Julien l'an passé à Saint-Bruno. (Photo : courtoisie)

encore en cours d'élaboration. « On est présentement en train de revoir la formule, mais ce que l'on sait, c'est qu'il n'y aura pas de porte-à-porte. On va plutôt favoriser le lieu de cueillette extérieur. Les gens pourront venir y déposer des denrées sans avoir à descendre de leur voiture. » La cueillette est prévue pour le 6 décembre, mais le lieu reste à déterminer.

À SAINTE-JULIE

À la Maison de l'entraide de Sainte-Julie, on a annulé le porte-à-porte prévu pour la 25e guignolée, mais on précise que l'on ne déro-

gera pas à la tradition de distribuer une centaine de paniers de Noël aux familles dans le besoin. « Les besoins ne seront pas moindres cette année (...) nous aurons besoin de vous plus que jamais », peut-on lire dans un communiqué adressé à la population. Il sera possible de faire un don à l'organisme pour l'aider à acheter de quoi remplir ses paniers de Noël en consultant les informations diffusées au fur et à mesure sur les réseaux sociaux. Les gens qui ont besoin d'un panier peuvent prendre un rendez-vous d'évaluation en appelant au 450 649-4569.

Inspirées par l'idée du maire Labeaume

Des lumières de Noël devancées?

Le maire de Québec, Régis Labeaume, propose d'installer les décorations de Noël plus tôt cette année, et ce, pour contrer la morosité du mois de novembre. Des municipalités de notre territoire sont sur le point d'adhérer à l'initiative.

un texte de Frank Jr Rodi
frodi@versants.com

Une semaine avant le changement d'heure et le début du mois de novembre, et avec une pandémie qui s'est installée pour l'automne, Régis Labeaume a suggéré à ses citoyens de sortir leurs parures rappelant la période des Fêtes. « Ça va être vraiment *tough*, novembre, disait-il le 23 octobre dernier. Commencez donc maintenant à installer vos décorations de Noël pour faire en sorte que les enfants, quand ils sortent le soir, sentent un peu de féerie, qu'il y ait un petit peu de bonheur dans leur tête. »

L'initiative est peut-être banale, or, les villes de notre territoire semblent vouloir emboîter le pas. À tout le moins, l'idée d'installer les décorations de Noël plus tôt que la normale fait son chemin chez certaines.

SAINT-BASILE-LE-GRAND

C'est le cas avec Saint-Basile-le-Grand, qui prépare ses équipes et le matériel nécessaire pour devancer la disposition des éclairages de Noël. Normalement, elles sont mises en place vers la fin du mois de novembre, en prévision des événements organisés en décembre. « Ce serait ainsi plus tôt que d'habitude, avance la directrice du Service des communications de Saint-Basile, Stéphanie Plamondon. Pour la Municipalité, il est important de prendre part aux mouvements qui amènent du bonheur et du réconfort à nos citoyens. »

OÙ EST LE BONHEUR?

Rappelons qu'au printemps dernier, lors du confinement total, Saint-Basile avait décidé de joindre le mouvement des arcs-en-ciel en ajoutant le symbole à son identité visuelle pour la durée de la crise sanitaire. Aussi, des arcs-en-ciel ont été peints ou dessinés dans les fenêtres des édifices municipaux, par exemple au Centre civique Bernard-Gagnon. Enfin, la Ville avait publié une nouvelle page Internet consacrée au partage de messages positifs, d'espoir et de solidarité citoyenne, à l'adresse villesblg.ca/arc-en-ciel. « La situation actuelle de la pandémie est difficile, et si nous pouvons égayer les soirées de nos citoyens et les inciter à sortir pour visiter les différents lieux extérieurs qui seront illuminés, ce sera une belle fierté pour les employés », de répondre Stéphanie Plamondon.

En entrevue avec *Les Versants*, le maire de Saint-Basile, Yves Lessard, affirme que l'idée de



Des lumières de Noël pourraient être allumées plus tôt que d'habitude cette année. (Photo : Pierre Cyr)

« Nous avons tous besoin, en ce moment, de lumière dans notre vie. »
- Yves Lessard

son homologue de Québec est « géniale » et que la Ville compte bien y participer. En novembre, les journées sont plus courtes, il fait noir plus tôt et cette deuxième vague ne fait rien pour améliorer la situation. « Le maire de Québec a raison, nous avons tous besoin, en ce moment, de lumière dans notre vie. C'est à l'aide de mesures comme celle-là que l'on s'encourage à passer à travers. Je parlais de résilience lors de l'assemblée d'octobre. La résilience, ça s'entretient, par de petits bonheurs, entre autres. Ça, c'est un petit bonheur. Parfois, ça ne tient pas à grand-chose, par exemple, prendre contact avec des gens que l'on aime », mentionne Yves Lessard.

Celui-ci raconte qu'en avril dernier, « lorsque la situation était déjà difficile », une famille de sa rue avait décoré un sapin naturel avec des lumières de Noël. « Pendant un soir ou deux, les enfants sont venus voir le sapin, émerveillés. »

D'ailleurs, en assemblée régulière, ce lundi 2 novembre, M. Lessard doit en avoir glissé un mot afin d'inviter les citoyens à y prendre part aussi. « J'invite les gens à contribuer à ce défi collectif. Pas besoin de se concurrencer entre voisins, mais seulement d'ajouter quelques

lumières, dans la mesure du possible de chacun. Pour que chacun fasse sa part », énonce le maire, qui souhaite que cette initiative devienne pour la population un incitatif à sortir, à voir les couleurs, à découvrir les parcs, à faire de l'activité physique. « On souhaite un effet d'entraînement pour des activités; une façon pour que le citoyen se décroïssonne. »

La Municipalité installera les lumières et les décorations de Noël « le plus vite possible », mais à l'intention aussi de faire quelques acquisitions supplémentaires afin de bonifier, d'innover et de rafraîchir ses décors. « Rien d'exorbitant », assure le premier magistrat.

SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE

Cependant, sur le territoire de Saint-Bruno-de-Montarville, la mise en place des décorations de Noël s'amorcera « comme à l'habitude », au cours de la semaine du 16 novembre. L'installation devrait se conclure à la fin du mois. La directrice des communications de Saint-Bruno, Suzanne Le Blanc, nous explique qu'un changement de décor aura lieu prochainement avec le retrait des décorations de l'Halloween. « Il faut alors donner un peu de temps aux employés pour préparer et déployer les nouvelles décorations. L'installation des lumières de Noël débute toujours tôt chaque année de façon à égayer la ville », dit-elle. Ainsi, dans deux semaines, les employés des Travaux publics s'activeront sur le terrain. « La priorité sera accordée au centre-ville, dont les lumières scintilleront les premières, note Mme Le Blanc. La Ville a à cœur d'offrir un décor chaleureux, malgré cette pandémie qui nous talonne. »

SAINTE-JULIE

De son côté, Sainte-Julie ne ferme pas la porte à l'idée de décorer aux allures de Noël. « Présentement [le 27 octobre dernier], ce sont

nos décorations d'Halloween qui sont installées aux quatre coins de Sainte-Julie. Notre équipe d'horticulture s'est dépassée pour offrir aux citoyens de merveilleux décors. En novembre, lorsque les employés procéderont au démontage de ces décorations, ils feront le montage des décorations de Noël », affirme la coordonnatrice des communications de Sainte-Julie, Julie Martin.

Dans la municipalité, les lumières de Noël sont habituellement allumées dans le cadre du défilé de Noël, la journée même. Cette année, l'événement devait avoir lieu le 5 décembre. Or, la Ville a annoncé son annulation le 8 octobre dernier, en raison des circonstances dues à la COVID-19. « Comme le défilé a été annulé cette année, nous ne savons pas encore à quel moment nous les allumerons. La décision viendra après la fête de l'Halloween. Mais assurément, les Julivillois pourront observer nos magnifiques décorations. D'ailleurs, certaines restent allumées tout l'hiver pour créer une magie hivernale », poursuit Julie Martin.

DE LA COULEUR DANS LA FROIDURE DE NOVEMBRE

Enfin, avant même de penser à mettre en place des lumières de Noël en novembre, il y a les Cowboys fringants qui en ont fait un mois plus coloré avec leur chanson *Tant qu'on aura d'Amour*. On le constate avec ces paroles de Jean-François Pauzé : « Depuis qu'on a lâché prise, on voit de la couleur dans les zones grises, il y a du bon dans la froidure de novembre, elle nous permet de nous coller plus ensemble... »

Question aux lecteurs

Participez-vous à cette initiative?
versants.com



Stéphane Bergeron dépose une pétition

Une pétition concernant l'ancien champ de tir

Le député bloquiste de Montarville, Stéphane Bergeron, a déposé à la Chambre des communes, le mois dernier, une pétition contenant 1745 signatures de gens de la Rive-Sud afin que l'ancien champ de tir soit restitué à la circonscription ou transféré à un organisme régional compétent.

un texte de Chloé-Anne Touma
 rédaction@versants.com

Depuis que le ministère de la Défense nationale s'en est désintéressé, le terrain limitrophe des villes de Sainte-Julie, Saint-Basile et Saint-Bruno est encore sans acheteur et protégé par un décret ministériel qui en interdit l'accès à tous. Cela fait deux ans que le processus de rétrocession est enclenché et que les 4,5 km carrés occupés par des sentiers de vélo de montagne, de ski de fond et de raquette sont condamnés.

Les espaces aménagés pour les activités ainsi que la faune rare qui s'y trouvent représentent un attrait récréatif et touristique potentiel non négligeable pour la région. Du côté des citoyens et des environnementalistes, on souhaite empêcher que le terrain soit utilisé à des fins de développements immobiliers.

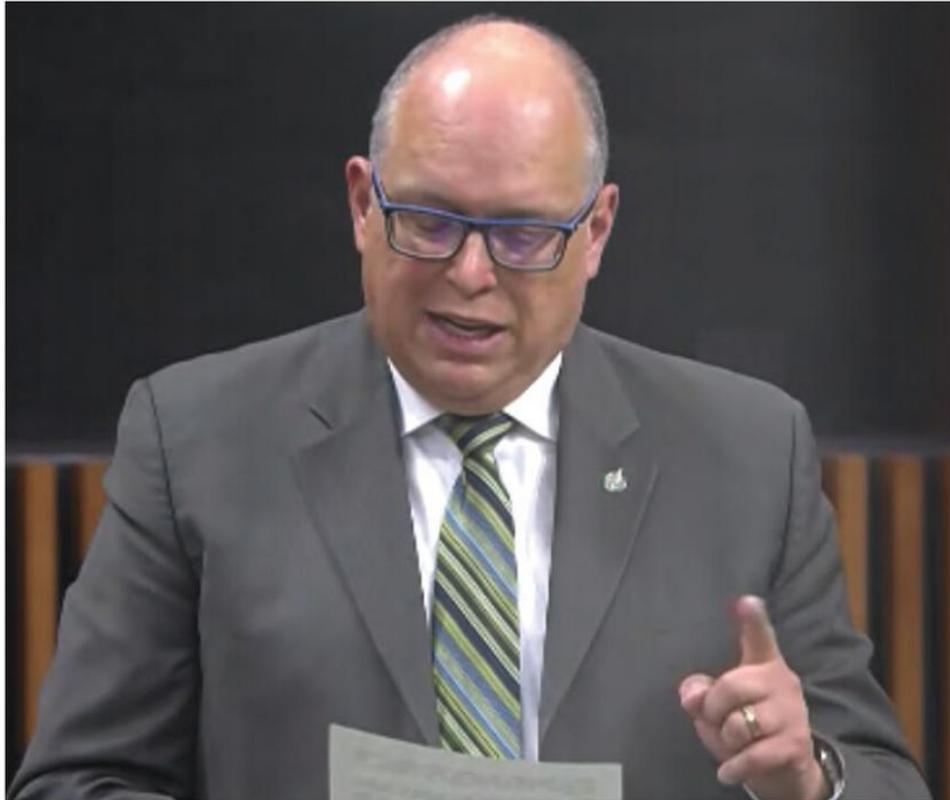
UNE ANNEXION AU PARC NATIONAL

La pétition présentée par M. Bergeron propose notamment d'en faire l'extension du parc national de Saint-Bruno, que plusieurs résidents de la région trouvent trop restreint et achalandé pour le contexte sanitaire. « Le parc actuel de la Sépac à Saint-Bruno semble être à sa pleine capacité, la demande est énorme pour le vélo de montagne et le *fatbike* en Montérégie, et malheureusement, l'offre y est très restreinte », témoigne un Rive-Sudois. « Cela favorise les voyages clandestins qui contribuent à ternir l'image de ces activités (...) À l'heure actuelle, les citoyens de la Rive-Sud doivent faire plus de route pour faire du vélo de montagne dans le bois. Ce n'est pas normal en 2020 », remarque-t-il.



L'ancien champ de tir de Saint-Bruno fait l'objet d'un processus de rétrocession depuis deux ans. (Photo : archives)

L'annexion de l'ancien champ de tir au parc national de Saint-Bruno est aussi appuyée par le maire, Martin Murray. Mais avant de l'envisager, le ministère de la Défense est tenu, selon la



Stéphane Bergeron a déposé une pétition contenant 1745 signatures concernant l'ancien champ de tir. (Photo : Stéphane Bergeron Montarville - capture d'écran)

politique du Conseil du Trésor, de consulter les groupes intéressés par ordre de priorité, soit les Premières Nations, puis les ministères fédéraux et provinciaux, et finalement, les municipalités. Toutefois, en entrevue avec le journal, M. Bergeron explique que ce n'est plus ce qui retarde l'avancement du dossier. « Même si le processus est opaque et sous toutes réserves, je pense que les peuples autochtones ont été consultés et n'ont fait aucune revendication territoriale. On en est donc à l'étape de consulter le gouvernement du Québec. »

Comme l'ancien député de Montarville pour le Parti Libéral, Michel Picard, qui est son prédécesseur dans la gestion de ce dossier, le député du Bloc espère faire bouger les choses, mais se dit lucide. « On m'a prévenu que les dossiers traînaient et qu'il y avait un manque de transparence avec la Défense, qu'on pouvait faire du surplace avec le cabinet des ministres et qu'il ne fallait pas être pressé. Mais dans le cas de la présente pétition déposée à la Chambre des communes, le gouvernement a un délai maximal de 45 jours pour répondre favorablement ou défavorablement aux demandes qui y sont énoncées. Je ne m'attends à rien d'éloquent, car on n'a pas été habitués à cela. » Ayant mené le dossier des terrains à redonner à la popula-

tion depuis son élection en 1993 dans la circonscription de Verchères, M. Bergeron admet qu'il voit comme un bon signe le fait que le ministère de la Défense ait accepté le principe de la rétrocession.

**« (...) le gouvernement a un délai maximal de 45 jours pour répondre favorablement ou défavorablement aux demandes (...) »
 - Stéphane Bergeron**

PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES

Sur le plan environnemental, d'autres pressions se font sentir de plusieurs organismes, dont le Mouvement la ceinture verte, qui avait demandé la conservation entière du terrain par inquiétude pour ses zones humides et ses ruisseaux.

Diego Creimer, de la Fondation David Suzuki qui s'était mobilisée pour le mouvement, s'est montré très enthousiaste au dépôt de la pétition. Il explique que son organisme avait rencontré le ministère de la Défense en 2018 pour

discuter du terrain et qu'il s'était entretenu avec le député du Bloc de Montarville lors de la journée de la nature sur la colline parlementaire juste avant la pandémie.

« En janvier, on avait parlé à plusieurs députés du Bloc québécois et je vois qu'ils sont dans les suites. Ce sont de très bonnes nouvelles. Dans un moment de pandémie où le premier ministre nous dit qu'au Canada, on va passer un hiver très plate, la perspective d'agrandir nos parcs provinciaux et nationaux est toujours bien reçue. On veut protéger nos espaces pour y assurer l'accès au public, mais aussi pour leur valeur écosystémique. »

Pour M. Bergeron, il est temps de faire du sort de ce terrain « un dossier prioritaire », bien qu'il se dise « conscient du fait qu'en ce moment, d'autres problèmes de haute importance sont aussi à gérer ».

Question aux lecteurs

Le parc national de Saint-Bruno devrait-il être agrandi ?
 versants.com



Pierre Nepveu

Sélection du jury du Grand Prix du livre de Montréal 2020

Pierre Nepveu, l'auteur du livre *L'espace caressé par ta voix*, est finaliste au Grand Prix du livre de Montréal. Ce résidant de Saint-Basile-le-Grand est très honoré d'avoir été sélectionné.

un texte de Frédéric Khalkhal
fkhalkhal@versants.com

Pierre Nepveu s'est réfugié à Saint-Basile-le-Grand, pas pour fuir Montréal, où il a vécu pendant 40 ans, mais pour vivre avec C., l'initiale « d'un grand amour que j'ai rencontré tardivement dans ma vie », comme il nous le dit, et à qui il a consacré la deuxième partie de son recueil de poésies.

L'espace caressé par ta voix a été choisi parmi tous les genres littéraires s'intéressant à la métropole montréalaise. « J'avoue que cette partie est assez gratifiante pour moi, car Montréal est une grande ville littéraire qui rayonne partout au Québec. » Le lauréat sera connu peu avant le Salon du livre de Montréal, du 12 au 15 novembre, qui se verra interactif cette année.

L'an dernier, le professeur de littérature à l'Université de Montréal, maintenant à la retraite, présentait son ouvrage au salon. « Je n'ai pas d'événements prévus cette année. Je suis encore à l'écriture d'un essai qui parlera de la réalité actuelle du monde qui m'entoure et de la poésie. » La pandémie empêchant le Salon du livre d'ouvrir ses portes normalement, l'auteur vaque à son travail habituel. « L'écriture, c'est un travail quotidien, un travail de confinement. »

POUR SA PETITE-FILLE

La première partie du livre, la plus grande, est dédiée à Lily, sa petite-fille. « Comme tous grands-parents, on s'émerveille devant nos petits-enfants, mais j'ai voulu capter, par la poésie, son éveil au monde, son langage, mais aussi, de façon plus importante, anticiper sur l'avenir de la réalité contemporaine. Bien évidemment, j'ai écrit ce livre avant la pandémie. »

Il voit à travers sa petite-fille une manière de célébrer l'enfance ou encore de transmettre la agesse dans ce siècle lourd d'incertitudes et d'angoisses, comme le décrit l'auteur.

« C'est un monde qui n'est pas tout à fait rassurant, mais pour lequel on peut espérer aussi. Dans la poésie, il y a toujours une forme d'espoir; si l'on est complètement désespéré, on ne pourrait pas écrire de la poésie. »

L'AVIS D'UN PROFESSEUR POÈTE

L'actualité entourant la polémique à propos d'une professeure à l'Université d'Ottawa, qui a choqué le public étudiant noir lors d'un cours, ne laisse pas indifférent le professeur poète.

« Comme tous grands-parents, on s'émerveille devant nos petits-enfants, mais j'ai voulu capter, par la poésie, son éveil au monde, son langage, mais aussi, de façon plus importante, anticiper sur l'avenir de la réalité contemporaine. »
- Pierre Nepveu

« J'ai des positions très nuancées sur ça. Il y a la violence terroriste (décapitation d'un professeur d'histoire en France), mais aussi, il y a la violence verbale à travers les réseaux sociaux. Nous, écrivains, avons une responsabilité de ce côté-là, par rapport au langage qui doit être privilégié. Je suis très sensible au poids des mots. Je pense qu'on a une responsabilité particulière, même si les écrivains ne sont pas toujours entendus. Il faut se battre pour la liberté d'expression. Cela dit, il y a aussi un devoir d'écoute des gens qui se sentent blessés. »

M. Nepveu est très sensible sur la question du racisme dans notre société. « Mes filles ne sont pas nées au Québec. Elles sont nées au Brésil. Elles sont noires et c'est évident, je réagis aussi à travers leur propre expérience. Mon aînée s'est fait refuser un emploi dans une boulangerie à Montréal. La raison était explicite. La patronne lui a dit "J'ai beaucoup de clients qui n'aiment pas voir leur pain manipulé par une personne noire". Ce n'est pas des insultes, mais je trouve que c'est éloquent. En tout cas, pour



Pierre Nepveu, finaliste du Grand Prix du livre de Montréal. (Photo : courtoisie)

moi, comme écrivain, j'estime qu'on a le devoir d'être sensible à la totalité du réel, pas seulement à un aspect. À un moment donné, il faut défendre des valeurs et c'est très important de le faire avec une certaine souplesse, mais surtout avec une écoute de l'autre. À travers la poésie, c'est aussi le souci de l'autre que l'on a. C'est un élément important. »

La poésie a été une sorte de fil conducteur dans la vie de l'écrivain, qui n'était pourtant pas destiné à une vie littéraire. « Je ne viens pas du tout du milieu de la poésie. Mon père était le directeur d'une compagnie d'assurance. Il n'y avait pas une présence forte de la poésie dans ma famille. C'est arrivé plus tard, par mes lectures. Et comme beaucoup d'ados, j'étais assez solitaire et j'ai trouvé dans la poésie un langage qui permettait d'exprimer mes émotions. La poésie a été le conducteur de toute ma vie, mais cela appartient à quelque chose de plus large. C'est un sentiment d'appartenance à

une communauté, une présence au monde, aux êtres... »

À Saint-Basile-le-Grand depuis octobre 2018, le poète « retrouve la proximité de la campagne », qu'il avait lors de son enfance en visitant ses grands-parents, tout en étant proche de Montréal, à qui il a consacré 40 ans.

Le lauréat gagnera une bourse de 15 000 \$ déléguée par la Ville de Montréal. Les quatre finalistes, dont fait partie M. Nepveu, remportent d'ores et déjà une bourse de 1 000 \$.

BIOGRAPHIE

Pierre Nepveu est né à Montréal en 1946. Il est professeur émérite de l'Université de Montréal, où il a enseigné de 1978 à 2009. Poète, romancier, essayiste, il a publié la plupart de ses recueils de poèmes aux Éditions du



Noroît. Outre des essais consacrés à la littérature québécoise et aux littératures des Amériques, comme *L'écologie du réel* et *Intérieurs du Nouveau Monde*, il est le coauteur, avec Laurent Mailhot, de l'anthologie *La poésie québécoise :*

Des origines à nos jours. Plusieurs fois lauréat ou finaliste aux prix du gouverneur général, il a reçu en 2005 le prix du Québec Athanase-David pour l'ensemble de son œuvre littéraire. Il est aussi membre de la Société royale et de l'Ordre du Canada et officier de l'Ordre national du Québec.

Babillard

COURS GRATUITS : INITIATION À INTERNET, WINDOWS 10, SÉCURITÉ INFORMATIQUE

La bibliothèque Roland-LeBlanc de Saint-Basile-le-Grand, en collaboration avec le Club informatique Mont-Bruno, invite toutes les personnes intéressées à s'inscrire à des cours d'informatique gratuits. Deux cours de deux jours sont offerts : un cours d'initiation à Internet pour les débutants et un cours sur Windows 10 et la sécurité informatique pour les personnes plus avancées. Les cours ont lieu à la bibliothèque les lundis et mercredis, de 9 h à 15 h. Pour renseignements ou inscription : Michel Gagné au 450 653-4973. Faites vite, les places sont limitées! <https://cimbcc.org/>.

Difficultés financières de l'AS Montis

Le ballon dans le camp de la Ville

Le sort s'acharne sur l'AS Montis. Après une fusion entre les clubs de Saint-Bruno et de Sainte-Julie, réunissant trois municipalités, les difficultés que doit surmonter le club de soccer se multiplient.

un texte de Frédéric Khalkhal
 fkhalkhal@versants.com

Aux difficultés rencontrées par le personnel technique et administratif, aux nombreuses démissions qui ont entraîné une enquête à l'interne concernant les pratiques du club, voilà que s'ajoutent des problèmes financiers principalement causés par la COVID-19.

Lors du dernier conseil municipal de Saint-Bruno, le maire de la Ville, Martin Murray, a lu une question provenant du vice-président du club, Michel Vincent. Ce dernier demande, au nom du club, aux trois municipalités concernées que sont Sainte-Julie, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand, une aide de 100 000 \$ pour traverser cette mauvaise passe.

LETRE ADRESSÉE AU CONSEIL

« Demande d'aide financière d'urgence à l'association de l'AS Montis,

Cette demande a été adressée le 28 juillet 2020. Nous revenons vers votre administration pour connaître votre décision, car la situation financière de notre club continue à se détériorer dans le contexte de la deuxième vague de la COVID-19. Votre soutien est essentiel à la survie de notre club, notre demande au montant de 100 000 \$ est répartie entre les trois villes composant l'AS Montis en proportion des membres du club, soit 40 % pour la municipalité de Saint-Bruno, 40 % pour Sainte-Julie et 20 % pour Saint-Basile-le-Grand. Nous traversons actuellement une grave crise de liquidités qui nous empêche de respecter nos obligations à court terme. Cette situation compromet la planification de la relance de nos opérations et notre capacité d'offrir un minimum de services à nos membres. L'AS Montis comptait jusqu'à environ 4000 membres actifs avant la COVID-19. Elle en compte maintenant près de 3000. Nous croyons qu'il est essentiel de tenir le club en vie pour une relance structurée le moment venu. Malheureusement, les plans d'aide annoncés par le gouvernement la semaine dernière n'offrent aucun détail pour les clubs de soccer et nous croyons que l'application de ceux-ci prendra un temps que nous n'avons pas. Les effets de la COVID-19, à l'été 2020, ont grande-

ment affecté nos revenus et nos opérations, qui sont d'ailleurs toujours perturbées.

À partir du 28 octobre 2020, nous n'aurons d'autre choix que de mettre tout notre personnel au chômage et nous ne pourrons compter que sur quelques bénévoles déjà très sollicités et sans aucune garantie de continuation dans leur implication bénévole. Nous avons donc un urgent besoin de capital pour payer nos comptes, rester en vie et assurer la relance de nos activités.

Les villes de Sainte-Julie et de Saint-Basile-le-Grand nous ont confirmé verbalement leur appui, mais elles nous disent attendre la confirmation de la Ville de Saint-Bruno, car les villes acceptent de contribuer à condition que les trois entités participent de manière proportionnelle. Il y a donc urgence d'agir et une urgence de la Ville de Saint-Bruno d'annoncer sa décision, car notre demande est bloquée dans les deux autres villes en attendant votre décision.

Si nous avons de bonnes nouvelles du gouvernement provincial, ce sera pour nous un plaisir de vous rembourser votre contribution.

Le soccer occupe une place importante, très importante dans la vie sportive des citoyens de Saint-Bruno. Votre soutien est essentiel pour maintenir et relancer notre activité et ainsi permettre à tous ces citoyens de Saint-Bruno de continuer à pratiquer ce sport qui les passionne. Michel Vincent. »

RÉACTION DES ÉLUS

M. Murray s'est engagé à mettre ce point à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal qui se déroulera le 17 novembre.

« Si l'on remet ça en novembre, alors que le club parle dans la lettre d'une mise à pied le 28 octobre, est-il possible d'ajouter ce point à l'ordre du jour ce soir? (le 20 octobre) » a demandé de conseiller indépendant du district 4, Ludovic Grisé Farand.

« Moi, je pense que par respect pour les élus, cela vaut la peine qu'on en discute de manière approfondie. Il n'y a rien qui nous empêche de faire une réunion spéciale éventuellement si la demande est si urgente que ça. Ce dossier avait été amené une première fois. On l'a retiré, il était à l'ordre du jour du plénier, on l'a retiré une autre fois. Il y avait des gens qui avaient des questions, des inquiétudes. C'est important que l'on puisse s'assurer d'avoir une réponse à tous ces éléments », a répondu le maire.



L'AS Montis demande une aide aux trois municipalités de 100 000 \$. (Photo : archives)

Il a été alors proposé d'en parler au plénier du 27 octobre, au lieu du mois de novembre.

« Oui. On l'ajoute à l'ordre du jour du 27 et si l'on doit procéder rapidement, on procédera rapidement », de conclure M. Murray.

Même si le club n'a pas encore eu de réponse de la part de la Ville, il semblerait que les élus ne semblent pas opposés à aider l'AS Montis. Aucune décision n'avait été prise cependant le 2 novembre.

L'INQUIÉTUDE DU CLUB

Contacté par téléphone, M. Vincent ne cache pas que la deuxième vague est difficile pour le club. « Lors de la première vague, vu que l'année financière précédente, l'AS Montis n'existait pas, nous n'avons pas été admissibles à la subvention salariale accordée par le gouvernement pour nous aider. Cela n'a pas aidé les choses », explique le vice-président.

Depuis, le cas de l'AS Montis a été étudié de nouveau, et le club peut bénéficier de cette aide pour la deuxième vague. « Mais même si nous recevons une subvention du gouvernement, elle ne couvre pas 100 % du salaire, mais nous avons 0 \$ de revenus. »

Le club se réunira cette semaine pour savoir ce qui sera décidé dans les prochains jours. « Il n'y a qu'un seul scénario que l'on n'a pas envisagé, c'est celui de déposer le bilan. On ne va pas accepter ça. D'ailleurs, dès la première vague, on a posé les gestes nécessaires pour que cela n'arrive pas. Avec les trois municipalités,

nous avons eu toujours de très bons rapports. Maintenant, est-ce que Saint-Bruno prendra sa décision rapidement? En tout cas, l'aide déjà promise par les autres municipalités en dépend. Une chose est sûre, c'est que cela n'a pas été simple pour le club depuis la fusion », de conclure M. Vincent.

D'AUTRES DIFFICULTÉS À VENIR

La pandémie, qui a obligé l'AS Montis à suspendre les entraînements jusqu'à nouvel ordre, a permis de mettre un arrêt aux difficultés que le club a vécues de l'interne.

Le dernier événement en date a été le lancement d'une pétition de l'un des membres fondateurs du club. Salim Boukhari, l'instigateur de la pétition, souhaite « tenir une assemblée générale spéciale dont le seul objet sera un vote de non-confiance envers le conseil d'administration actuel ». Sa demande, qui devait recueillir 50 signataires, n'a pas été acceptée. Selon le club, parmi les 68 signatures recueillies, « 30 étaient membres en règle, 11 étaient des personnes tout à fait inconnues de l'AS Montis, 7 étaient des personnes mineures, 2 n'étaient ni joueurs majeurs, ni parents ou tuteurs d'enfant mineur, 1 n'était plus un joueur, 17 n'étaient pas membres en règle. En conséquence de ce qui précède, nous vous informons que le secrétaire du conseil d'administration ne convoquera aucune assemblée générale spéciale », a indiqué le club.

Rien ne dit qu'après la pandémie, l'AS Montis ne risque pas de rencontrer d'autres difficultés.

Des drapeaux en berne

Le 2 novembre 2020 à 18 h 29 min

Temps de lecture : 2 min



Par Frank Rodi



Les drapeaux sont en berne devant la mairie de Saint-Basile-le-Grand. (Photo : courtoisie)

Tragédie à Québec

Les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Basile-le-Grand ont mis leurs drapeaux en berne à la suite des événements survenus à Québec dans la nuit de samedi à dimanche.

À Saint-Bruno-de-Montarville, les drapeaux sont en berne, et ce, pour trois jours. « Ceci en soutien à la Ville de Québec, à ses citoyens et aux familles touchées par ce drame qui dépasse l'entendement », répond la directrice des communications de Saint-Bruno-de-Montarville, Suzanne Le Blanc.

À Saint-Basile-le-Grand, les drapeaux de la mairie seront en berne jusqu'à ce mardi 3 novembre. « À la suite des événements tragiques survenus à Québec samedi dernier et en guise de soutien et de solidarité, la Ville de Saint-Basile-le-Grand a mis en berne ses drapeaux. La Municipalité souhaite ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et nos pensées se tournent vers les personnes qui ont été blessées et vers celles qui ont porté secours aux victimes », laisse savoir la Ville dans un communiqué.

De son côté, Sainte-Julie a décidé de ne pas mettre ses drapeaux en berne. Les explications : « Même s'il s'agit d'un événement dramatique, Sainte-Julie n'a pas l'intention de mettre ses drapeaux en berne pour le moment, nous écrit la coordonnatrice des communications de Sainte-Julie, Julie Martin. Selon notre protocole, nous le faisons notamment en lien avec des attaques terroristes. »

Par ailleurs, en tant que présidente de l'Union des municipalités du Québec, la mairesse de Sainte-Julie, Suzanne Roy, a exprimé son soutien à la communauté de Québec. Elle a aussi évoqué sa solidarité, celle du conseil municipal et des Julievillois sur sa page Facebook personnelle à l'attention des proches des victimes de Québec.

Rappelons qu'un homme de 24 ans a déambulé dans les rues du Vieux-Québec vêtu d'un costume médiéval et d'un sabre japonais pendant la soirée d'Halloween. Au hasard, il a tué deux personnes et en a blessé cinq autres. Le suspect, Carl Girouard, a été accusé de deux meurtres et de cinq tentatives de meurtre.

COVID-19 : la Montérégie à surveiller

Le 3 novembre 2020 à 15 h 08 min

Temps de lecture : 2 min



Par Frédéric Khalkhal



François Legault, premier ministre du Québec. (Photo : gouvernement du Québec - capture d'écran)

Aujourd'hui, 108 889 personnes ont été infectées par la COVID-19 au Québec. Une augmentation de 871 personnes par rapport à hier. Ce sont 34 nouveaux décès qui ont été rapportés dans les dernières 24 h. Le bilan évolue à 6 317 morts dans la province. Au Canada, la situation augmente aussi. Ce sont 242 286 personnes qui sont atteintes du coronavirus. Les décès sont au nombre de 10 261 depuis le début de la pandémie.

La situation semble stable depuis 5 semaines a précisé en conférence de presse le premier ministre québécois François Legault aujourd'hui. Cependant, il a indiqué que les région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du nord de Lanaudière connaissait une forte hausse des cas de la COVID-19. « La région de la Capitale Nationale s'est beaucoup améliorée, celle de Montréal s'est stabilisée.

Au Saguenay il y a par contre une forte progression du virus surtout à Alma et Jonquière. Il y a aussi un gros problème autour de Joliette. Je veux demander aux citoyens de ces régions de réduire les contacts et de respecter les mesures de la santé publique. »

Christian Dubé, le ministre de la santé, a précisé que la situation stable de Montréal, englobait la situation qui elle est à la hausse en Montérégie. « Sans la Montérégie, la situation aurait été à la baisse à Montréal. La Montérégie a besoin de voir une correction des cas d'infection. »

Entre le 26 octobre et le 1er novembre, il y a eu 959 cas de la COVID-19 de répertoriés en Montérégie par la santé publique de la région.

Le 30 octobre on répertoriait à Chambly 262 cas, Carignan 136, Marieville 222 cas, Saint-Bruno-de-Montarville 164 cas, Saint-Basile-le-Grand 197 et Sainte-Julie 249.

Une comparaison rassurante

M. Legault a comparé la situation du Québec avec plusieurs autres villes au monde pour indiquer que le Québec « avait beaucoup mieux réussi (à contrer le virus) dans la deuxième vague par rapport à ailleurs dans le monde » tout en appelant les Québécois à la prudence.

Même si l'on observe une hausse des hospitalisations, la situation reste stable autour de 500 lits occupés. Quant aux 34 décès liés à la COVID-19 ces 24 dernières heures, c'est un chiffre important que l'on n'avait pas atteint dans le province depuis plusieurs mois.

Australian Government News

Wednesday, November 4, 2020 268 mots, p. NA

US Patent Issued to PRATT & WHITNEY CANADA on Nov. 3 for "Operation of a hybrid electric aircraft propulsion system" (Canadian Inventors).

ALEXANDRIA, Va., Nov. 4 -- United States Patent no. 10,826,415, issued on Nov. 3, was assigned to PRATT & WHITNEY CANADA CORP. (Longueuil, Canada).

"Operation of a hybrid electric aircraft propulsion system" was invented by Eric Latulipe (Ste-Julie, Canada) and Richard Freer (Saint-Basile-le-Grand, Canada).

According to the abstract* released by the U.S. Patent & Trademark Office: "Methods and systems for operating a hybrid electric aircraft propulsion system. The method comprises providing alternating current (AC) electric power to a first electric motor to drive a first rotating propulsor, providing the first electric motor with AC electric power from at least one motor inverter operatively coupled to a direct current (DC) power source, detecting a failure in a path to the first electric motor, and selectively rearranging a first switching arrangement between the generator, the at least one motor inverter, and the first electric motor."

The patent was filed on May 14, 2019, under Application No. 16/411,275.

*For further information, including images, charts and tables, please visit: <http://patft.uspto.gov/netacgi/nph-Parser?Sect1=PTO2&Sect2=HITOFF&p=1&u=%2Fnethtml%2FPTO%2Fsearch-bool.html&r=1&f=G&l=50&co1=AND&d=PTXT&s1=10826415&OS=10826415&RS=10826415>

For any query with respect to this article or any other content requirement, please contact Editor at contentservices@htlive.com

Copyright [c] HT Media Ltd. Provided by SyndiGate Media Inc. (Syndigate.info).

Plus Patent News

Wednesday, November 4, 2020 193 mots

Head Line: PRATT & WHITNEY CANADA CORP. (California) granted US Patent for "Operation of a hybrid electric aircraft propulsion system"

ALEXANDRIA, Va: PRATT & WHITNEY CANADA CORP. has been granted a patent no. 10,826,415 on November 3, 2020, by United States Patent And Trademark Office. The patent has been granted for "Operation of a hybrid electric aircraft propulsion system"

Inventors: Latulipe; Eric (Ste-Julie, CA), Freer; Richard (Saint-Basile-le-Grand, CA)

Assignee: PRATT & WHITNEY CANADA CORP. (Longueuil, CA) (California)

According to the abstract released by the U.S. Patent & Trademark Office: "Methods and systems for operating a hybrid electric aircraft propulsion system. The method comprises providing alternating current (AC) electric power to a first electric motor to drive a first rotating propulsor, providing the first electric motor with AC electric power from at least one motor inverter operatively coupled to a direct current (DC) power source, detecting a failure in a path to the first electric motor, and selectively rearranging a first switching arrangement between the generator, the at least one motor inverter, and the first electric motor."

The patent was filed on May 14, 2019 by Application No. 16/411,275

Serge Savard parmi les acheteurs

Le 6 novembre 2020 – Modifié à 16 h 01 min le 6 novembre 2020

Temps de lecture : 3 min 30 s



Par Frank Rodi



Serge Savard, du groupe Messier, Savard & Associés. (Photo : archives)

Club de golf Le Mirage

Le groupe Messier, Savard & Associés a acquis le club de golf Le Mirage, à Terrebonne; un complexe qui appartenait auparavant à Céline Dion et René Angélil. La nouvelle a été annoncée officiellement ce jeudi.

Dans un communiqué, le groupe Messier, Savard & Associés évoque en Le Mirage un « site aussi sélect que chaleureux avec ses deux parcours de 18 trous et ses installations événementielles ».

En entrevue avec *Les Versants*, le Montarvillois Serge Savard parle d'une occasion d'affaires. « Ça faisait un petit bout de temps qu'on regardait cela. Pour nous, c'est une belle opportunité », commente M. Savard.

Présidé par Mario Messier, le groupe Messier, Savard & Associés est aussi composé de l'ancien gardien de but du Canadien de Montréal, José Théodore, ainsi que de Charles-Félix Messier. Serge Savard est en affaires avec Mario Messier depuis 1992, alors qu'il était associé auprès de la société d'investissement immobilier Thibault, Messier, Savard et associés. « Les gens sont portés à penser que le golf, ce n'est pas payant. S'il fallait construire un golf à partir de zéro, ce serait difficile d'obtenir une rentabilité. Mais faire l'acquisition d'un terrain de golf à rabais, ça ouvre la porte à une opportunité », insiste Serge Savard au téléphone.

« Ça faisait un petit bout de temps qu'on regardait cela. Pour nous, c'est une belle opportunité. » – Serge Savard

Du Mirage, l'ancien défenseur n° 18 du Tricolore parle d'un joyau parmi les clubs de golf au Québec. Il s'est aussi montré impressionné par le pavillon (*clubhouse*). « Un achat pour nous, c'est comme un investissement, que nous gérons comme une entreprise, souligne M. Savard, qui rappelle le repositionnement de l'hôtel Marriott Château Champlain. C'est la même chose pour Le Mirage. C'est bien plus que juste le golf. Ce sont des banquets, des mariages, de l'événementiel... Il y a

des revenus à aller chercher à l'extérieur du golf. C'est une *business*. »

Rappelons qu'en avril 2019, le groupe Messier, Savard & Associés (MSA) a fait l'acquisition du centre commercial de Maison Éthier, à Saint-Basile-le-Grand. Un projet résidentiel et commercial doit voir le jour sur le site de Maison Éthier.

Les nouveaux propriétaires sont heureux que Céline Dion demeure impliquée dans le projet à titre de partenaire. René Angélil et Céline Dion ont été « l'âme du Mirage » pendant plus de 20 ans. « Pour nous, le fait que Céline demeure impliquée constitue une continuité à la belle histoire du Mirage que nous allons perpétuer », déclare Mario Messier dans le communiqué du groupe.

De son côté, Serge Savard nous dit que Céline Dion est attachée à l'endroit et qu'elle pourra ainsi jouer au golf avec ses enfants quand ils viendront passer leurs étés au Québec.

« René-Charles aime golfer au Mirage. Pour Céline et ses enfants, il y a un attachement au Mirage », explique M. Savard, qui est actuellement en Caroline du Sud, aux États-Unis.

Sur une vidéo disponible avec le communiqué du groupe MSA, l'artiste internationale se dit « très fière et enthousiaste à l'idée de ce nouveau chapitre qui s'ouvre pour notre club ».

Cet investissement est d'autant plus intéressant pour les nouveaux propriétaires puisqu'ils sont tous des golfeurs passionnés qui apprécient Le Mirage.

Sur une note plus personnelle, Serge Savard indique qu'en raison de la pandémie, il reste aux États-Unis et qu'il compte revenir à Saint-Bruno-de-Montarville lorsque la situation au Québec sera rétablie. « Nous allons attendre que la situation revienne à la normale. » Quand on lui demande s'il s'ennuie de Saint-Bruno-de-Montarville, il note surtout la distance qui le sépare du reste de sa famille. « Par chance, il y a Zoom et FaceTime, qui nous permet de voir les enfants et les petits-enfants quotidiennement. Ce n'est plus comme c'était auparavant. »